

Valable jusqu'au

Vendredi
03
Juin
2016

Adresse du bien immobilier

24 quai Voltaire
Parcelle : AL 227
95870 Bezons

Téléchargement



Information des acquéreurs et locataires ERNMT+ERPS



Etat des RISQUES

naturels, miniers
technologiques et
de pollution des sols



ERNMT
+
ERPS



en application des articles L 125 - 5 , L 125 - 6,
et L 125-7 du Code de l'environnement

ERNT Direct

AVERTISSEMENT

Cet état est basé sur les documents et données mis à disposition par les sites des autorités "compétentes" comme les préfectures (rubrique "information des acquéreurs et locataires de bien immobilier sur les risques naturels, miniers et technologiques"), ceux du Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie (Prim.net et le site de la base BASOL) et celui du BRGM (le site de la base Basias). Par conséquent, toute information erronée ou manquante issue de ces liens ne serait nous être opposable.

Les deux formulaires Etat des risques doivent être vérifiés, complétés et signés. Le cas échéant, le vendeur/bailleur devra y indiquer si, à sa connaissance :

- les travaux prescrits par le ou les PPR ont été réalisés (annotations n°2, 4 et 6 du formulaire Etat des risques naturels, minières et technologiques),
- si le bien a eu une activité à risques de pollution des sols et si une pollution des sols a été avérée (annotations 3a et 6 du formulaire Etat des risques de pollution des sols.).

Le cas échéant, la déclaration de sinistres indemnisés au titre du régime catastrophe et celle de pollution des sols doivent être complétées.

Localisation du bien immobilier concerné

Département :
VAL-D'OISE

Commune :
BEZONS

Section : AL
Feuille : 000 AL 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 24/06/2015
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2014 Ministère des Finances et des
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL



Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
CERGY-PONTOISE VEXIN
HOTEL DES IMPOTS AVE BERNARD
HIRSCH 95093
95093 CERGY PONTOISE CEDEX
tél. 01.30.75.72.53 -fax 01.30.75.72.55
cdf.cergy-pontoise-
vexin@dgifp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Localisation de la parcelle AL 277 sur le plan cadastral

Etat des risques naturels, miniers et technologiques

en application des articles L 125 -5 et R 125 -26 du Code de l'environnement

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° n°130219

du 18/12/2013

mis à jour le

Informations relatives au bien immobilier (bâti ou non bâti)

2. Adresse commune

24 quai VOLTAIRE

code postal

95870

BEZONS

3. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [PPR n]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn **prescrit** 1 oui non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn **appliqué par anticipation** 1 oui non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn **approuvé** 1 oui non
- 1 si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :
- | | | | |
|--|--|--|--|
| inondation <input checked="" type="checkbox"/> | crue torrentielle <input type="checkbox"/> | mouvements de terrain <input type="checkbox"/> | Avalanches <input type="checkbox"/> |
| sécheresse <input type="checkbox"/> | cyclone <input type="checkbox"/> | remontée de nappe <input type="checkbox"/> | Feux de forêt <input type="checkbox"/> |
| séisme <input type="checkbox"/> | volcan <input type="checkbox"/> | autres <input type="text"/> | |

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des pris en compte

1/ Copie du périmètre R111-3 valant PPR carrières souterraines approuvé le 08/04/1987

2/ Copie de la carte du site CartoRisque basée sur le zonage du PPR Inondation de la Seine approuvé le 26/06/2002

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR naturels

2 oui non

2 si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés

oui non

4. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques miniers [PPR m] en application de l'article L 174-5 du nouveau code minier.

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **prescrit** 3 oui non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **appliqué par anticipation** 3 oui non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **approuvé** 3 oui non
- mouvements de terrain autres

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des pris en compte

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR miniers

4 oui non

4 si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés

oui non

5. Situation de l'immeuble regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques technologiques [PPR t]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR technologiques prescrit et non encore approuvé 5 oui non
- 5 si oui, les risques technologiques pris en compte dans l'arrêté de prescription sont liés à :
- effet toxique effet thermique effet de surpression
- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR technologiques approuvé oui non

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des pris en compte

3/ Copie du plan de zonage provisoire et non opposable en référence au PPRT (SDPN à Nanterre - effets thermiques et de surpression) prescrit le 25/02/2009.

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR technologiques

6 oui non

6 si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR technologiques ont été réalisés

oui non

6. Situation de l'immeuble regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité en application des articles R563-4 et D563-8-1 du Code de l'environnement.

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité zone 5 zone 4 zone 3 zone 2 zone 1

forte moyenne modérée faible très faible

7. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle, minière ou technologique en application de l'article L 125-5 (IV) du Code de l'environnement.

> L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente oui non

vendeur/bailleur – acquéreur/locataire

8. ~~Vendeur~~ – Bailleur

rayez la mention inutile

Nom

Prénom

9. ~~Acquéreur~~ – Locataire

rayez la mention inutile

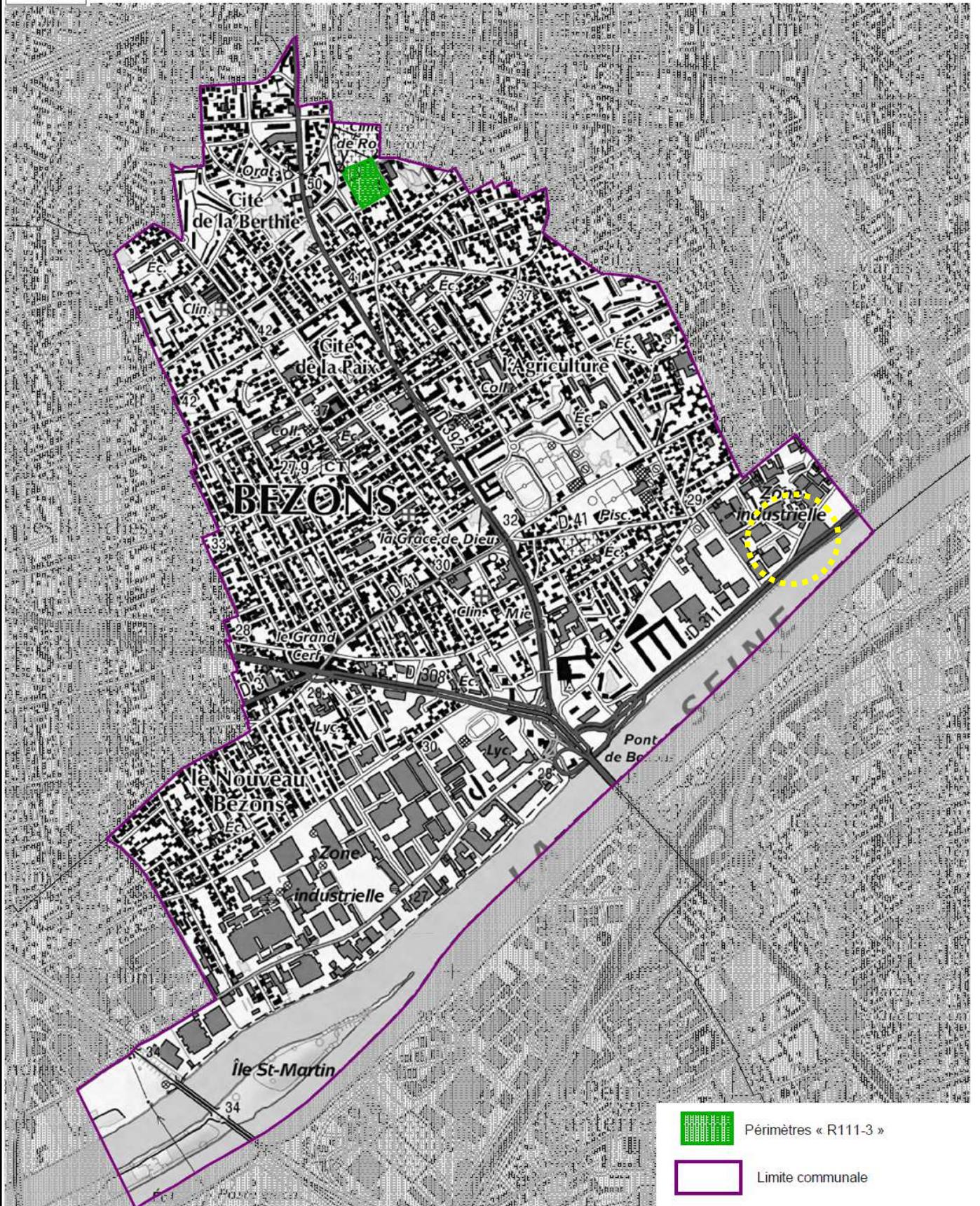
Nom prénom

10. Lieu/Date à

le 03/12/2015

Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état

Article 125-5 (V) du Code de l'environnement : En cas de non respect des obligations d'information du vendeur ou du bailleur, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix de vente ou de la location.

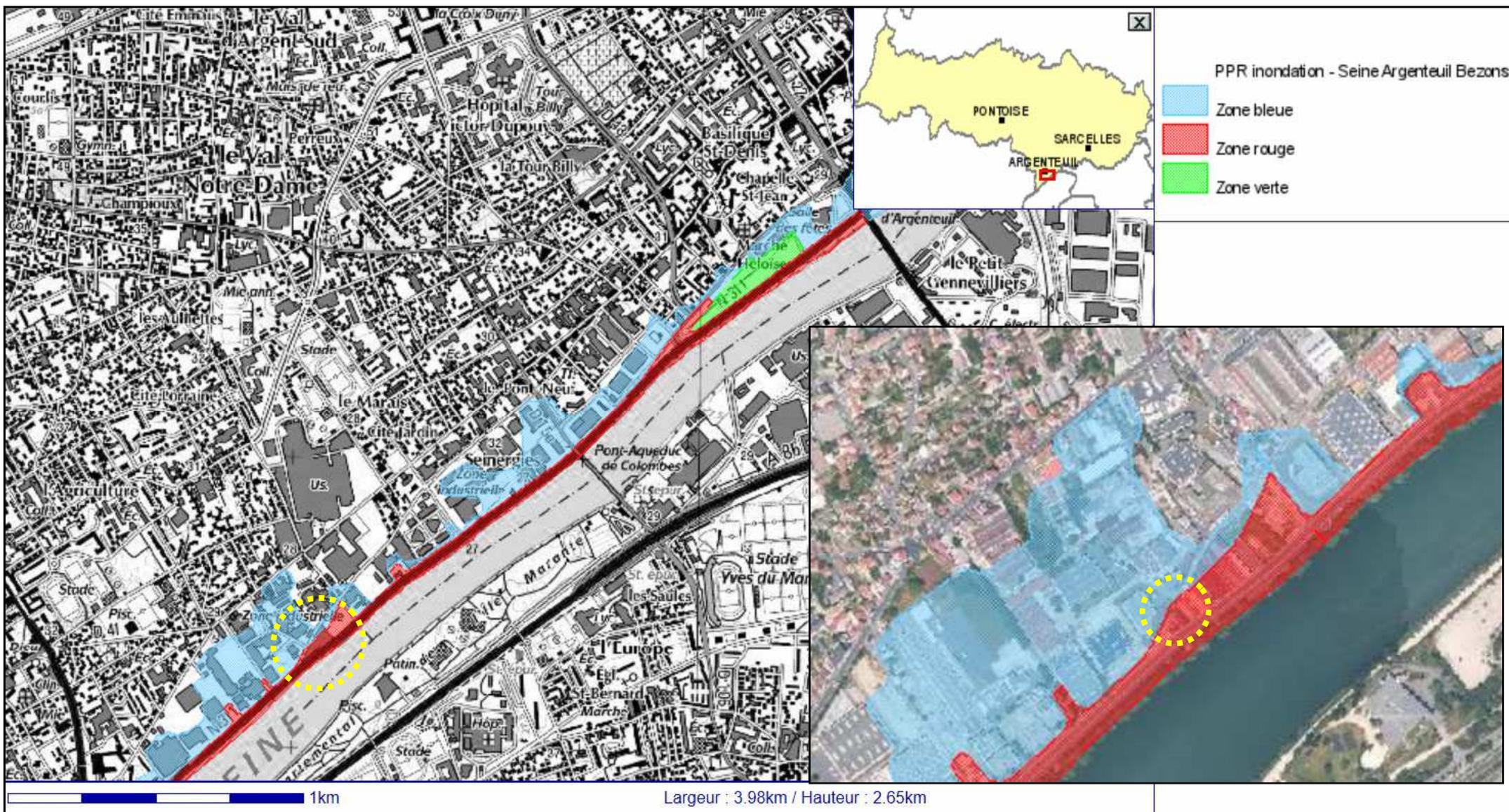


Sources : ©IGN BDTopo, Scan25 ; Inspection Générale des Carrières des Yvelines
Auteur : DDT95 - BVAT/PG
Date : 09 juillet 2013

0 500
Mètres

N° 13_07_1363

Le bien immobilier n'est pas situé dans les zones d'anciennes carrières de cette carte.



Sur cette carte, le bien immobilier se situe en zone rouge inondable très exposée au risque d'inondation en raison de la fréquence des inondations, des hauteurs d'eau constatées et de la vitesse d'écoulement.

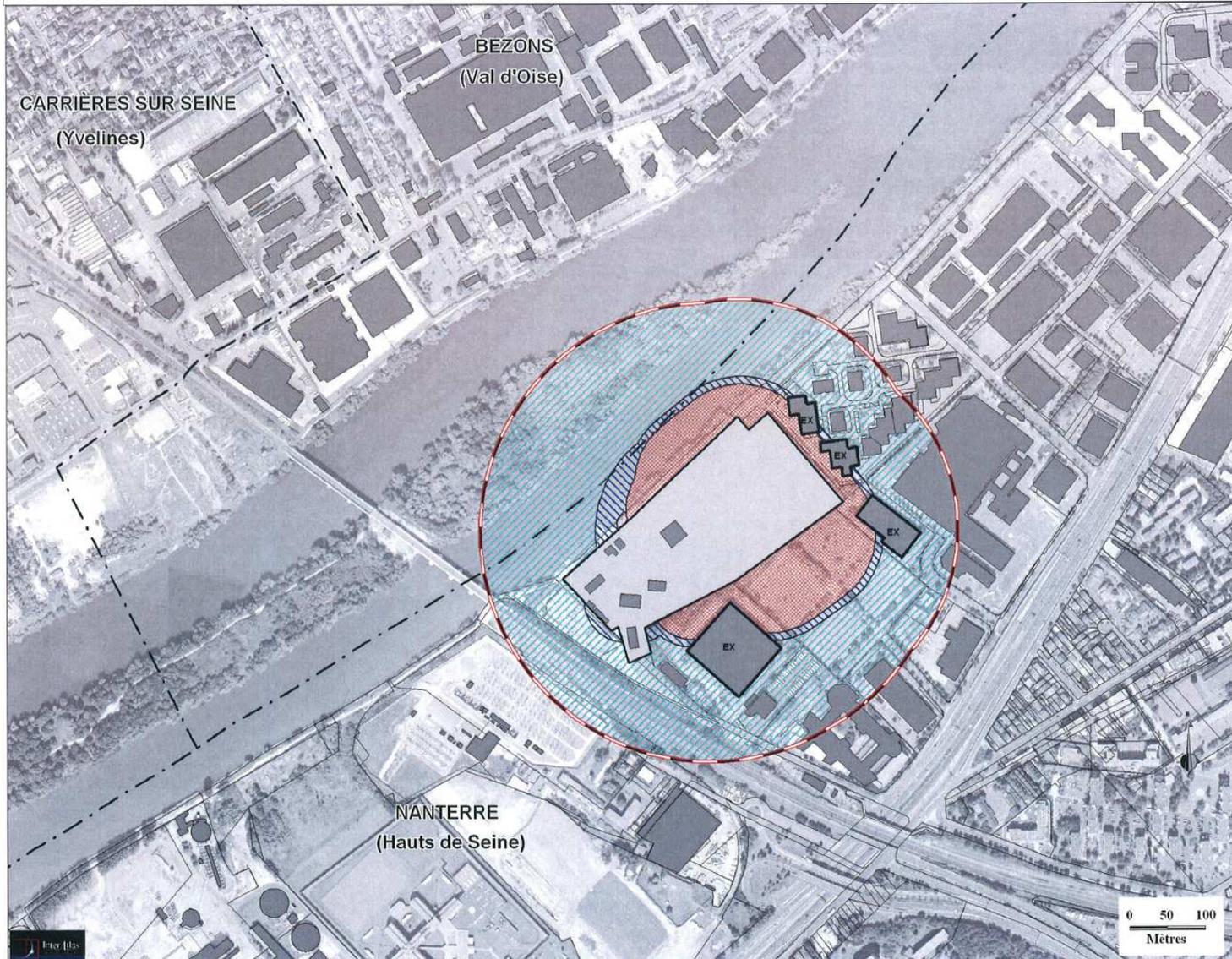
Plan de Prévention des Risques Technologiques : SDPN

Zonage brut



Service
Environnement
& Urbanisme

Subdivision
Environnement



Légende

- Emprise du site
 - Parcellaire
 - Bâti
 - Limite de département
 - Perimètre d'étude
- Zonage brut
- Zone d'interdiction stricte R
 - Zone d'interdiction r
 - Zone d'autorisation limitée B
 - Zone d'autorisation sous réserves b

Mesures foncières

- EX Secteurs où l'expropriation sera possible

Sources :

Fond de plan : Inter Atlas 2002 / Cadastre CG 92 2004
Données : LREP - STIIC 2008
Cartographie : DDE 92 / SEU / SE
Novembre 2009

Le bien immobilier n'est situé, ni dans le périmètre de prescription (ou d'étude) ce PPR, ni dans son plan provisoire de zonage.

Déclaration de sinistres Catastrophes indemnisés

En application du IV de l'article L-125-5 du code de l'environnement

Si le bien n'a jamais été sinistré et indemnisé au titre du régime catastrophes, cette déclaration n'est pas obligatoire

Préfecture de : **VAL D'OISE**

Déclaration de sinistres indemnisés

en application du IV de l'article **L 125-5 du Code l'environnement**

Adresse de l'immeuble

24 quai VOLTAIRE
95870 BEZONS

Commune

BEZONS

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe

Arrêtés de reconnaissance de l'état de
catastrophes au profit de la commune

Cochez les cases **OUI** ou **NON**
si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation
suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

| | | | |
|---|------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Inondations et coulées de boue | Arrêté en date du 03/08/1983 | <input type="radio"/> Oui | <input type="radio"/> Non |
| Inondations et coulées de boue | Arrêté en date du 16/07/1984 | <input type="radio"/> Oui | <input type="radio"/> Non |
| Inondations et coulées de boue | Arrêté en date du 21/08/1992 | <input type="radio"/> Oui | <input type="radio"/> Non |
| Inondations et coulées de boue | Arrêté en date du 06/02/1995 | <input type="radio"/> Oui | <input type="radio"/> Non |
| Inondations et coulées de boue | Arrêté en date du 12/03/1998 | <input type="radio"/> Oui | <input type="radio"/> Non |
| Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | Arrêté en date du 29/12/1999 | <input type="radio"/> Oui | <input type="radio"/> Non |
| Inondations et coulées de boue | Arrêté en date du 27/12/2001 | <input type="radio"/> Oui | <input type="radio"/> Non |
| Inondations et coulées de boue | Arrêté en date du 19/06/2003 | <input type="radio"/> Oui | <input type="radio"/> Non |

Etabli le :

Nom et visa du vendeur ou du bailleur

Visa de l'acquéreur ou du locataire

Etat des risques de pollution des sols

1. Cet état, relatif aux risques de pollution des sols concernant l'immeuble est établi sur la base des informations mises à disposition par le Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie et le BRGM (Bases BASIAS et BASOL)

Informations sur le bien immobilier (bâti ou non bâti)

2. Adresse, code postal et commune

| | | | |
|-------------------------------------|-------------|-------|--------|
| 24 quai VOLTAIRE. Parcelle : AL 227 | Code postal | 95870 | BEZONS |
|-------------------------------------|-------------|-------|--------|

3. Présence d'une activité à risque de pollution des sols sur le site de l'immeuble

> L'immeuble est situé sur un site BASOL (a) Oui Non

> L'immeuble est situé sur un site BASIAS (a) Oui Non

(a) si oui, les risques de pollution des sols sont liés aux activités suivantes :

| | | | |
|--------------------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------------|
| Site chimique / pharmaceutique | Garage / casse | Détail de carburant | Dépôt hydrocarbure/ dérivés |
| Cockéfaction, usine à gaz | Imprimerie / peinture | Electronique / piles | Traitement des textiles, bois |
| Traitement de surface | Gestion des déchets | autres | |

4. Présence d'une activité à risque de pollution des sols à proximité du site de l'immeuble

> Un site BASOL est situé à moins de 200 m de l'immeuble (b) Oui Non

> Un site BASIAS est situé à moins de 200 m de l'immeuble (c) Oui Non

(b) si oui, les risques de pollution des sols pris en compte sont liés à :

| | |
|----------|--|
| Activité | |
|----------|--|

(c) si oui, les risques de pollution des sols pris en compte sont liés à :

| | |
|----------|---|
| Activité | Traitement de surfaces, stockage de produits chimiques, peintures et vernis, dépôts de produits inflammables... |
|----------|---|

5. Autres sites à risque de pollution des sols dans un rayon d'1 Km autour du site de l'immeuble

> Autres sites BASIAS ou BASOL dans un rayon d'1 km Oui Non

6. Déclaration de pollution des sols

> L'immeuble a-t-il connu une pollution des sols ? (d) Oui Non

(d) Si oui, le site est-il dépollué ?

Le site a-t-il été dépollué et demeure t'il libre de toute restriction ? Oui Non

Parties prenantes au contrat

7. Nom du vendeur / bailleur Visa :

8. Nom de l'acquéreur / locataire Visa :

9. Lieu et Date à : Le : **03/12/2015**

Ce formulaire ne devra plus être utilisé lorsque la préfecture de la commune sur laquelle se situe le bien immobilier aura arrêté la liste des communes pour lesquelles des Secteurs d'information sur les sols (SIS) ont été définis.

(#) Licence libre CC-BY-SA. Modèle original du formulaire ERPS créé par Cédric Moro : www.ernt-direct.com/ERPS-form/ . V1.3 du 30/11/2015.

Licence CC-BY-SA : vous êtes libre de copier, transformer, distribuer et communiquer ce formulaire par tous moyens et sous tous formats, pour toute utilisation, y compris commerciale et/ou dérivée. Vous devez reproduire cette licence libre CC-BY-SA pour toute forme dérivée, mentionner la paternité du formulaire original à Cédric Moro et garder le lien vers la page de la licence originale, ce lien devant être actif si ce formulaire est distribué en version numérique. Dans ce but, il suffit seulement d'insérer la ligne ci-dessus après le symbole (#).

Informations publiques issues du site [BASIAS](#) maintenu pour l'Etat français par le BRGM et du site [BASOL](#) du Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie.

En attendant la création des Secteurs d'information sur les sols mentionnés à l'article L 125-6 du code de l'environnement, nous nous baserons sur l'arrêté du 10 décembre 1998 relatif à la création d'une base de données sur les sites industriels et d'activités de service anciens : « Toute personne intéressée peut également consulter en préfecture ou au service régional du BRGM la totalité de la fiche relative à l'un quelconque des sites concernés »

Légende

| | |
|---|---|
|  | SITE BASOL |
|  | SITE BASIAS |
|  | SITE BASIAS |
|  | COMMUNE AVEC DES SITES BASIAS NON LOCALISES |

| | |
|---|---------------------------------|
|  | Localisation du bien immobilier |
|  | Rayon de 200 m autour du bien |

Situation du bien



- Le bien immobilier est situé dans une zone industrielle inondable où la densité des activités à risques de pollution des sols est très élevée.
- 12 sites recensés dans la base de données BASIAS pour des risques de pollution des sols dans un périmètre de 200 m autour du bien et beaucoup plus dans un rayon d'1km (voir détail ci-après).
- A noter la présence de 2 sites BASOL dans les 300m autour du site (voir détail ci-après).
- L'inventaire est incomplet : la commune présente des sites BASIAS non localisés.

Liste des sites recensés au regard du risque de pollution des sols dans un rayon de 200m autour du bien

Identifiant : IDF9501813

Commune principale : BEZONS (95063)
Nom(s) usuel(s) : Matières plastiques / Fabrication de peintures et vernis
Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Bakélite, SA La
Etat de connaissance : Inventorié
Etat d'occupation du site : Ne sait pas
Date première activité : 01/01/1940

Activité(s) :

- Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base (PVC, polystyrène,...)
- Fabrication et/ou stockage (sans application) de peintures, vernis, encres et mastics ou solvants

Identifiant : IDF9501062

Commune principale : BEZONS (95063)
Nom(s) usuel(s) : Atelier de chaudronnerie et tôlerie
Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Montage Et Fabrication Industrielle (M.E.F.I.), Sté
Etat de connaissance : Inventorié
Etat d'occupation du site : Activité terminée
Date première activité : 10/11/1972
Date dernière activité : 06/01/1981

Activité(s) :

- Fabrication de réservoirs, citernes et conteneurs métalliques (pour gaz ou liquide) et de chaudières pour le chauffage central
- Chaudronnerie, tonnellerie
- Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)

Identifiant : IDF9501265

Commune principale : BEZONS (95063)
Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : CELLIOSE, Sté La
Etat de connaissance : Inventorié
Etat d'occupation du site : Activité terminée
Date première activité : 22/05/1951
Date dernière activité : 23/07/1998

Activité(s) :

- Fabrication et/ou stockage (sans application) de peintures, vernis, encres et mastics ou solvants
- Fabrication et/ou stockage de colles, gélatines, résines synthétiques, gomme, mastic,
- Taille, façonnage et finissage de pierres (concassage, criblage, polissage)
- Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...)
- Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)
- Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)

Identifiant : IDF9501379

Commune principale : BEZONS (95063)
Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Cometelec, Sté
Etat de connaissance : Inventorié
Etat d'occupation du site : Ne sait pas
Date première activité : 03/07/1956

Activité(s) :

- Dépôt ou stockage de gaz (hors fabrication cf. C20.11Z ou D35.2)
- Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)

Identifiant : IDF9501269

Commune principale : BEZONS (95063)
Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Réalisation mécanique et électronique, Sté de (S.O.R.E.M.E.)
Etat de connaissance : Inventorié
Etat d'occupation du site : En activité
Date première activité : 22/03/1989
Date dernière activité : 31/08/2003

Activité(s) :

- Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)
- Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...)

Identifiant : IDF9501363

Commune principale : BEZONS (95063)
Nom(s) usuel(s) : Garage
Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Self Garage Bezons
Etat de connaissance : Inventorié
Etat d'occupation du site : En activité
Date première activité : 16/03/1995

Activité(s) :

- Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, platiqes (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)

Identifiant : IDF9501349

Commune principale : BEZONS (95063)
Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Lyonnaise de Transmissions Optiques, Cie (C.L.T.O.)
Etat de connaissance : Inventorié
Etat d'occupation du site : En activité
Date première activité : 11/03/1981

Activité(s) :

- Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base (PVC, polystyrène,...)
- Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...)
- Utilisation de sources radioactives et stockage de substances radioactives (solides, liquides ou gazeuses)

Identifiant : IDF9501220

Commune principale : BEZONS (95063)
 Nom(s) usuel(s) : Electronique
 Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Technologie du Circuit Imprimé, Sté (T.C.I.)
 Etat de connaissance : Inventorié
 Etat d'occupation du site : En activité
 Date première activité : 15/05/1997

Activité(s) :

- **Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base (PVC, polystyrène,...)**
- **Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)**
- **Fabrication de composants et cartes électroniques (actifs ou passifs et condensateurs)**

Identifiant : IDF9501390

Commune principale : BEZONS (95063)
 Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Ascinter OTIS, Sté
 Etat de connaissance : Inventorié
 Etat d'occupation du site : Activité terminée
 Date première activité : 22/08/1919
 Date dernière activité : 31/12/1990

Activité(s) : - **Fonderie**

- **Chaudronnerie, tonnellerie**
- **Production et distribution de combustibles gazeux (pour usine à gaz, générateur d'acétylène), mais pour les autres gaz industriels voir C20.11Z**
- **Fabrication et/ou stockage (sans application) de peintures, vernis, encres et mastics ou solvants**
- **Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres**
- **Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)**
- **Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)**
- **Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...)**

Identifiant : IDF9501376

Commune principale : BEZONS (95063)
 Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Industrielle de Mécasme, Sté Cie
 Etat de connaissance : Inventorié
 Etat d'occupation du site : Ne sait pas
 Date première activité : 26/05/1975

Activité(s) :

- **Entretien et réparation de véhicules automobiles (ou autres)**
- **Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)**

Identifiant : IDF9501395

Commune principale : BEZONS (95063)
 Nom(s) usuel(s) : France Air
 Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Française de l'air pulsé " France Air", Sté
 Etat de connaissance : Inventorié
 Etat d'occupation du site : Ne sait pas
 Date première activité : 13/03/1968

Activité(s) : - **Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)**

Identifiant : IDF9501812

Commune principale : BEZONS (95063)
 Nom(s) usuel(s) : Fabrication de peintures silicatées
 Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : AYE et Cie
 Etat de connaissance : Inventorié
 Etat d'occupation du site : Ne sait pas
 Date première activité : 01/01/1940

Activité(s) : - **Fabrication et/ou stockage (sans application) de peintures, vernis, encres et mastics ou solvants**

----- SITES BASOL -----

Nom usuel du site : ALCATEL

Localisation :
 Commune : Bezons
 Arrondissement :
 Code postal : 95870 - Code INSEE : 95063 (27 892 habitants)
 Adresse : 35 RUE Jean JAURES

Caractérisation du site à la date du 09/09/2011

Description du site :

Site existant depuis 1862, situé à moins de 15 m de la Seine.
 Succession de plusieurs exploitants.

Activité principale depuis 1862 : fabrication et utilisation de caoutchouc.

Description qualitative :

Les sociétés Alcatel Submarine Networks et Alcatel Fibres Optiques ont déclaré fin 1996 la cessation d'activités, la société Alcatel Câble restant propriétaire.

De 1863 à 1996, diverses activités ont été exercées sur le site dont beaucoup liées au travail du caoutchouc et à l'utilisation d'hydrocarbures.

Dans le cadre de la procédure de cessation d'activité, la société Alcatel a réalisé une étude simplifiée des risques.
 Les résultats ont été transmis à l'administration en septembre 2000.

Du fait de concentrations importantes principalement en tétrachloréthylène (PCE) et en hydrocarbures aromatiques polycycliques, l'étude a conduit à un classement en classe 2, c'est-à-dire nécessitant une surveillance des eaux souterraines.

Conformément au plan d'action déterminé avec l'administration, la société ALCATEL a procédé à l'enlèvement des terres polluées en PCE qui constituaient la source majeure de pollution. Il a été décidé par ailleurs de poursuivre la surveillance de la qualité des eaux souterraines pendant au moins deux ans. Les derniers résultats de la surveillance semestrielle (février 2003) ont confirmé l'impact de la nappe alluviale en PCE et en trichloroéthylène (TCE). Cependant ils ont montré une baisse continue des concentrations en PCE et une stabilité de celles en TCE par rapport aux analyses antérieures.

Les terrains où étaient anciennement exploitées les installations de la société ALCATEL sont encore aujourd'hui dédiés à un usage non sensible de type industriel. Dans le cadre de la cession de ce site, une nouvelle campagne d'analyses des eaux souterraines a été réalisée en janvier 2006. Les résultats d'analyses confirment la constance dans l'ordre de grandeur des concentrations mesurées par rapport aux résultats des campagnes d'analyses passées. Il est à noter que la nappe polluée ne passe pas sous des zones sensibles et qu'elle est en contact direct avec la seine située à moins de 50 mètres.

Lors de la transmission des résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines en février 2007, le propriétaire du site avait demandé l'arrêt de cette surveillance compte tenu des concentrations faibles relevées et les travaux mis en oeuvre depuis la cessation des activités. Sur une partie du site, un immeuble de bureaux (usage non sensible) est par ailleurs en construction. Après analyse, il apparaît que les teneurs en trichloréthylène sont en aval du site, depuis le début de la surveillance, inférieures à 10 µg/l, valeur limite de la qualité des eaux souterraines. Cette valeur est en outre inférieure à la valeur guide de l'OMS (70 µg/l). Les teneurs en perchloréthylène mesurées en aval du site sont quant à elles inférieures à 19 µg/l quand la valeur guide de l'OMS est de 40 µg/l. Ces teneurs sont par ailleurs stables depuis 2001. **Dans son rapport du 23 septembre 2008, l'inspection a donc émis un avis favorable à l'arrêt de la surveillance.**

Sauf élément nouveau, ce site n'appelle plus d'actions de la part de l'inspection des installations classées

Nom usuel du site : TCI

Localisation :
Commune : Bezons
Arrondissement :
Code postal : 95870 - Code INSEE : 95063 (27 892 habitants)
Adresse : 2 rue Carnot
Lieu-dit :
Agence de l'eau correspondante : Seine - Normandie
Code géographique de l'unité urbaine : 00851 : Paris (10 303 282 habitants)

Caractérisation du site à la date du 21/06/2013

Description du site :

La société TCI était autorisée par arrêté préfectoral du 15 mai 1997 à exploiter sur son site de Bezons des installations de fabrication de circuits imprimés.

Suite à la défaillance de TCI, une procédure de liquidation judiciaire a été ouverte par le tribunal de commerce de Pontoise le 16 mai 2003. A cette date TCI a cessé toute activité.

Le site est implanté en zone industrielle sur la rive droite de la Seine. Il s'étend sur 3721 m2 dont 1930 m2 de bâtiments couverts. La Seine s'écoule en bordure sud-est du site.

La société GENEFIM, ancien propriétaire du site, venant au droit de l'exploitant défaillant, a depuis 2004, réalisé les opérations de mise en sécurité du site :

- **clôture du site et gardiennage,**
- **évacuation de la totalité des déchets présents sur le site en juillet 2004,**
- **pompage des solutions de la station de traitement extérieure,**
- **remise en état et maintenance des réseaux d'alimentation en eau (réseau incendie) et des installations de désenfumage.**

Description qualitative :

Outre les actions rappelées ci-dessus, GENEFIM a réalisé les études suivantes :

- Etapes A et B du diagnostic initial du site en mai et novembre 2004,
- Rapport d'expertise des canalisations enterrées du site en mars 2005,
- diagnostic complémentaire des sols en mars 2005,
- diagnostic approfondi et évaluation détaillée des risques en juin 2005.

Les rapports de diagnostic initial ont mis en évidence :

- **des teneurs en COHV (trichloréthylène et chloroforme)** sur certains sondages du sol supérieures à la valeur de définition de source sol, contamination ponctuelle et localisée entre 0 et 2 mètres de profondeur,
- **des teneurs en métaux (cuivre, plomb, arsenic et chrome)** au droit de certains sondages supérieures à la valeur de définition de source sol,
- une contamination des eaux souterraines au droit du site (nappe alluviale) en COHV, chlorure de vinyle et manganèse (concentrations supérieures à la valeur de constat d'impact pour un usage non sensible. Ces résultats sont confirmés par la campagne de mesure de la qualité des eaux souterraines au droit du site réalisée en octobre 2005 qui préconise la poursuite de la surveillance de la nappe.

Par ailleurs, l'évaluation détaillée des risques (EDR) a conclu que les **risques cancérigènes et non cancérigènes étaient acceptables dans les conditions suivantes :**

- **usage non sensible du site (de type industriel),**
- **absence d'usage des eaux souterraines au droit du site.**

L'arrêté préfectoral du 3 octobre 2006 a prescrit la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines.

Par courrier du 15 mai 2007, GENEFIM a transmis à l'inspection des installations classées l'acte de vente du site à la commune de **La Garenne-Colombes** daté du 07 mai 2007. Dans cet acte, **la commune s'engage à poursuivre à ses frais la surveillance de la qualité des eaux**

souterraines au droit du site et à respecter la restriction d'usage du site, limité à un usage non sensible. Elle s'engage à dénoncer au futur ayant droit en cas de mutation du site cette restriction d'usage.

La commune de La Garenne-Colombes utilise le site pour ses services techniques (entreposage du matériel technique, garage des véhicules techniques...).

Les analyses réalisées en 2008 et 2009 font état d'une augmentation significative des concentrations en trichloroéthylène et tétrachloroéthylène, ceci après une baisse globale depuis la mise en œuvre de la surveillance piézométrique.

Toutefois, les concentrations observées jusqu'à présent restent inférieures aux concentrations retenues dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques réalisées en 2005, qui concluait à des risques acceptables pour un usage non sensible du site de type industriel ou tertiaire sans usage des eaux souterraines au droit du site.

Suite à des travaux sur le site, 3 des 4 piézomètres ont été endommagés. Les 3 piézomètres en remplacement de ceux endommagés en 2009 ont été réalisés en 2010. Les analyses des eaux souterraines ont pu reprendre de façon complète en 2011. Les résultats pour les campagnes d'analyses des quatre trimestres 2011 et des trois premiers trimestres 2012 confirment l'augmentation des concentrations en trichloroéthylène et tétrachloroéthylène relevée en 2008 et 2009. Celles-ci sont à présent du même ordre de grandeur que celles retenues pour l'évaluation détaillée des risques réalisée en

2005 sur un piézomètre amont et un piézomètre latéral au regard du sens d'écoulement de la nappe. Un dépassement ponctuel de la valeur en tétrachloroéthylène a d'ailleurs été relevé en octobre 2011 sur le piézomètre amont, sans toutefois être confirmé lors des quatre mesures ultérieures.

Déclaration de pollution des sols

En application du IV de l'article L-125-6 et L-125-7 du code de l'environnement

Si le terrain du bien n'a jamais été pollué, cette déclaration n'est pas obligatoire

Le terrain du bien n'a jamais été pollué

Je, soussigné

déclare que le terrain du bien immobilier situé à l'adresse suivante :

.....
.....
.....

n'a, à ma connaissance, jamais été pollué.

Nom et prénom du bailleur ou du vendeur :

Fait le :

Signatures :

----- ou -----

Le terrain du bien a été pollué

Je, soussigné

déclare que le terrain du bien immobilier situé à l'adresse suivante :

.....
.....
.....

a déjà été pollué

Liste des pollutions constatées :

| Date de la pollution | Date de la dépollution | Activité/Produit | Caractéristiques de la pollution et actions éventuelles mises en oeuvre |
|----------------------|------------------------|------------------|---|
| | | | |

Nom et prénom du bailleur ou du vendeur :

Fait le :

Signatures :

Arrêtés de reconnaissance de l'Etat de catastrophes naturelles ou technologiques

Tout immeuble, faisant l'objet d'un contrat d'assurance habitation est assuré en cas de catastrophe naturelle depuis 1982 par le biais d'une surprime obligatoire. Les catastrophes technologiques sont quant à elles couvertes depuis 2003. Ce dispositif apporte la garantie d'une **indemnisation permettant la remise en état rapide des lieux sinistrés. Il est enclenché par la reconnaissance par l'Etat** du caractère exceptionnel du phénomène.

Base de données BASOL : Base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Base de données BASIAS : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service. L'inventaire BASIAS permet en général de connaître le type d'activité qui a été exercé sur le site, repéré par le code NAF (Nomenclature des Activités Françaises). À partir de cette information, il existe, dans le guide Gestion des sites potentiellement pollués, un tableau donnant, par activité, les types de polluants susceptibles d'être rencontrés.

BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières.

Le Plan de prévention des risques (naturels, miniers ou technologiques) - PPR

A partir de la connaissance des aléas, il est établi par les services de l'Etat, en association avec les collectivités et les exploitants et après concertation avec le public, pour déterminer les zones à risques et définir les **mesures d'urbanisme, de construction et de gestion** qu'il convient de respecter pour limiter les dommages. Il abouti donc à une **cartographie réglementaire des risques majeurs** présents sur le territoire d'une commune.

Un PPR s'élabore en plusieurs étapes. Il est d'abord prescrit (en cours d'étude), puis soumis à enquête publique et enfin approuvé. Il s'impose alors au Plan local d'urbanisme (PLU). Dans certaines situations, afin d'éviter toute implantation dangereuse, il peut être appliqué par anticipation, avant d'être approuvé.

D'anciennes procédures comme les Plan de surface submersible [PSS], Plan de zones sensibles aux incendies de forêt [PZSIF], périmètre de l'article R111-3 du code de l'urbanisme et Plan d'exposition aux risques [PER] valent Plan de prévention des risques naturels. Les Plans de prévention des risques appliqués par anticipation ou approuvés prescrivent des travaux à réaliser pour les biens immobiliers implantés en zones réglementées.

Réhabilitation : Ensemble d'opérations (réaménagement, traitement de dépollution, résorption, contrôles institutionnels...) effectuées en vue de rendre un site apte à un usage donné. Cette opération englobe à la fois les opérations de traitement de dépollution, celles de confinement et de résorption des déchets sur un site pollué en vue de permettre un nouvel usage.

Site pollué : Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou épandages de produits chimiques accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies. La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite (quelques dizaines d'hectares au maximum). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers. Par l'origine industrielle de la pollution, la législation relative aux installations classées est la réglementation la plus souvent utilisée pour traiter les questions soulevées par ces sites.

Le zonage sismique national

Ce zonage réglementaire, qui comprend cinq niveaux, est accompagné de **règles parasismiques**.

